



FAISONS DU 7 FEVRIER 2018 UNE JOURNEE D' ACTIONS CGT CONTRE L'AUSTERITE ET POUR L'AVENIR DES SERVICES PUBLICS DEPARTEMENTAUX

Depuis 2014, la CGT se bat contre la mise en place de la Métropole du Grand Paris et la disparition des 3 départements de la petite couronne (92, 93 et 94), mesures enclenchées sous la Présidence de François Hollande. Dès les premières annonces du nouveau Président Macron, une intersyndicale CGT réunissant les départements 92, 93, 94 et le SIAAP (Syndicat Interdépartemental de l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) a été créée, afin de mobiliser tous les agents de nos collectivités pour lutter contre ce projet de casse du service public..

La conséquence majeure de l'éclatement du Département et de la reprise des services départementaux par d'autres gestionnaires (publics ou privés) sera de générer une inégalité territoriale en terme d'accès des usagers aux services publics.

Cela éloignera encore plus les citoyens des prises de décisions et nous avons les plus grandes inquiétudes quant aux transferts des compétences et des agents vers les différents échelons territoriaux. On a pu suivre de près les transferts de compétences entre le Département du Rhône et la métropole du Grand Lyon, qui se sont faits dans la douleur avec des mobilités forcées, la disparition de postes, le nivellement par le bas des droits des agents et du régime indemnitaire.....

Depuis plusieurs années, les politiques d'austérité organisent ainsi la dégradation du service public rendu, celles des conditions de travail et du statut des agents. Ces politiques ne font que préparer ce qui nous attend demain et contre lesquelles le Président Troussel dit vouloir lutter en nous appelant aujourd'hui à nous mobiliser.

Mais nous, à la CGT, nous ne sommes pas dupes : encore un effort, Monsieur le Président !! Ne vous contentez pas de défendre l'institution départementale, réorientez vos politiques publiques et arrêtez l'austérité envers le personnel départemental.

Si nous voulons sauvegarder nos emplois, nos missions, défendre un service public départemental au plus proche des besoins des usagers c'est tous ensemble et maintenant qu'il faut agir et exiger :

- La proximité des services offerts à la population sur des domaines essentiels couvrant le social, la santé, la petite enfance, les crèches et PMI, l'éducation (collèges), la culture, l'assainissement, les parcs départementaux, la voirie, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, etc.
- La garantie d'une égalité et équité d'accès et de traitement à l'ensemble des citoyens ;
- Des moyens humains, matériels, logiciels etc.... pour répondre réellement aux besoins d'un service public de qualité : remplacement de tous les postes vacants, voire une augmentation des effectifs en rapport avec les augmentations d'activités, le maintien de nos acquis, etc....

Aussi, comme évoqué lors de notre dernier tract « Quel avenir pour les Services Publics et les Départements franciliens » nous continuerons pour notre part d'accompagner et d'initier toute action allant dans le sens de la défense des services publics départementaux et en faveur de leur développement.

C'est pourquoi la CGT participera à la journée du 7 février 2018 initiée par les 7 Présidents pour affirmer haut et fort au Préfet, notre attachement au Département comme échelon efficace pour la mise en œuvre de politiques publiques de proximité et défendre notre conception de ce que doivent être des services publics départementaux de qualité :

- **le matin sur le parvis de la préfecture ;**
- **à 13 h 30 à Bastille, rassemblement avec nos collègues des autres départements et du SIAAP (départ collectif 13H Picasso)**